

Vieillir en exil

Récits de femmes maghrébines dans les quartiers populaires de Bruxelles

Morgane Devries

© Une analyse de l'IRFAM – Liège, 2026 – n°9

À partir d'une enquête ethnographique conduite sur plusieurs années dans des associations de cohésion sociale des quartiers populaires du centre de Bruxelles, cet article donne à lire des trajectoires de femmes d'origine maghrébine — principalement marocaine — arrivées en Belgique entre les années 1960 et les années 2000. À travers les récits de vie de seize d'entre elles, il met en lumière comment, à l'ombre des normes patriarcales et de l'âgisme, vieillissement, migration et genre s'entrecroisent pour produire des formes spécifiques de vulnérabilité et d'invisibilisation. Sans prétendre à une représentativité statistique, ces récits situés éclairent des réalités encore peu reconnues — et invitent à repenser nos pratiques professionnelles et associatives.

Une triple invisibilité : genre, âge et migration

Les femmes âgées d'origine maghrébine — pour la plupart arrivées en Belgique entre les années 1960 et 1980 — occupent aujourd'hui une position particulièrement marginalisée. Elles restent largement absentes des politiques publiques du vieillissement, peu visibles dans la recherche académique et rarement audibles dans les débats collectifs. Cette invisibilisation résulte de la superposition de

plusieurs rapports de domination qui se renforcent mutuellement : le genre, l'âge et l'origine migratoire, dans un contexte — celui des pays d'Europe occidentale ayant connu de fortes vagues d'immigration dans les années 1960-1970 — où leur présence durable n'avait pas été anticipée par les institutions.

Il est important de souligner d'emblée que ces femmes ne forment pas un groupe homogène. Les trajectoires diffèrent sensiblement selon le pays d'origine (Maroc, Algérie, Tunisie), la période d'arrivée, le niveau de scolarisation, la maîtrise du français ou le statut conjugal. Ce que ces récits permettent d'explorer, ce sont des expériences situées — singulières mais révélatrices de dynamiques plus larges — plutôt qu'un portrait-type de la « femme maghrébine âgée ».

En Belgique, les travaux sur le vieillissement des personnes immigrées n'ont longtemps concerné que les hommes — les travailleurs immigrés dont la retraite rendait la présence économiquement inutile aux yeux de la société marchande, bien que leur utilité sociale ait toujours été réelle : soutien aux jeunes générations, présence, transmission culturelle. Les femmes, arrivées pour la plupart

dans le cadre du regroupement familial, étaient encore moins pensées dans les politiques migratoires, ni dans celles du vieillissement. Résultat : elles se retrouvent aujourd’hui à l’intersection de multiples invisibilités — celle de l’immigrée et celle de la vieille femme.

Qu’est-ce que l’intersectionnalité ?

Ce terme désigne la manière dont différentes formes de discrimination — liées au genre, à l’origine, à l’âge, à la classe sociale... — ne s’additionnent pas simplement, mais s’imbriquent et se renforcent pour produire des expériences spécifiques d’inégalité.

Pour une femme maghrébine âgée à Bruxelles, les discriminations liées à son genre, à son âge et à son origine ne peuvent pas être séparées les unes des autres : c’est leur croisement qui façonne sa situation concrète, ses accès aux droits, aux soins, à la reconnaissance sociale.

Cette approche, développée par la juriste américaine Kimberlé Crenshaw, est aujourd’hui centrale dans les sciences sociales critiques et l’intervention sociale féministe.

Une enquête ethnographique dans les quartiers populaires

Pour explorer ces réalités, une enquête ethnographique conduite sur plusieurs années — dans le cadre d’une thèse de doctorat — a été menée dans des associations de cohésion sociale situées dans des quartiers populaires du centre de Bruxelles. Cette immersion prolongée a été complétée par des récits de vie recueillis auprès de seize femmes âgées d’origine maghrébine, parfois croisés avec les témoignages de leurs filles.

Le rôle joué par les filles mérite d’être précisé : elles ont facilité l’accès aux espaces intimes du domicile et assuré parfois une fonction de traduction. Mais il s’agissait d’une médiation, non d’une interprétation neutre — une distinction importante, puisqu’une médiatrice peut mettre en

valeur certains aspects du récit, en atténuer d’autres. Cette dimension a été prise en compte dans l’analyse, en croisant systématiquement les récits des mères et des filles.

Ces seize femmes sont arrivées en Belgique entre les années 1960 et 2000, principalement dans le cadre du regroupement familial. La majorité est d’origine marocaine, quelques-unes sont algériennes ou tunisiennes. Elles vivent dans leurs quartiers depuis trente à soixante ans et ont entre 61 et 80 ans au moment de l’enquête. Leurs parcours varient considérablement : certaines parlent couramment le français, d’autres très peu ; certaines ont eu une vie professionnelle, d’autres sont restées au foyer ; certaines sont veuves ou divorcées, d’autres encore en couple.

Ce qui les rassemble, c’est d’avoir construit une vie entière dans un pays qui, lors de leur arrivée, n’avait ni prévu ni organisé leur présence — et d’être aujourd’hui encore largement ignorées des dispositifs qui pourraient les accompagner.

Une démarche féministe et critique

L’enquête s’est appuyée sur une approche féministe et critique : il ne s’agissait pas de parler de ces femmes, mais de leur donner la parole — de reconnaître leurs récits comme des actes de réappropriation de leur propre trajectoire.

Le « féminisme critique » désigne une perspective qui reconnaît que les savoirs sont toujours produits depuis une position sociale, et qui valorise les expériences des personnes les plus marginalisées comme sources de connaissance légitime.

Concrètement, les entretiens se sont déroulés au domicile des femmes ou dans des lieux familiers, à leur rythme, en partant de leur propre récit de vie. La confiance construite dans la durée de l’enquête a été essentielle pour accéder à des paroles souvent gardées dans l’espace privé.



Des rôles imposés dès l'enfance — et des résistances discrètes

La majorité des femmes rencontrées dans cette enquête ont connu, dans leur pays d'origine, une socialisation fortement genrée : dès l'enfance, les filles étaient orientées vers les tâches domestiques et l'accès à l'école leur était souvent limité, voire refusé. Ces caractéristiques sont en partie liées à la période d'arrivée (années 1960-1980) et aux régions rurales dont beaucoup étaient originaires — elles ne décrivent pas un trait culturel figé, mais un contexte social et historique précis.

Bouchra, 74 ans : le toit comme espace de liberté

Bouchra a grandi au Maroc dans une famille élargie. Son oncle, qu'elle appelait « papa », l'avait inscrite dans une école privée où elle apprenait le français. Après sa mort, la famille ne peut plus payer les frais de scolarité. Bouchra a une dizaine d'années quand on la retire de l'école. Très vite, les injonctions commencent :

« Tu vas te marier, tu dois apprendre à faire la cuisine, le ménage... »

– Bouchra, 74 ans

Face à ces attentes, Bouchra développe ses propres stratégies de résistance — discrètes, mais réelles. Elle monte sur le toit de la maison, observe les voisins, rêve d'un ailleurs. Ce toit devient un espace symbolique de liberté, là où les injonctions familiales n'ont plus de prise. Lorsqu'on lui demande de descendre, elle répond :

« J'ai fait ma part, maintenant c'est mon repos. Laissez-moi me reposer. »

– Bouchra, 74 ans

Elle finira par se marier — non par adhésion au projet conjugal, mais comme stratégie pour quitter le foyer familial. Elle divorce en 1986 et se retrouve seule, mère de cinq enfants, à 35 ans, à chercher du travail dans un pays dont elle parle peu la langue.

Fadila, 80 ans : l'isolement comme héritage

Le récit de Fadila dessine une trajectoire différente. N'ayant jamais été scolarisée, elle se souvient avec nostalgie d'une enfance rythmée par les saisons et la vie communautaire au village. Mariée en 1960, elle voit son mari partir pour la France en 1965. Elle reste seule pendant plus de vingt ans, assumant soins aux enfants, travaux agricoles et tâches ménagères au sein de la belle-famille, dans un contexte de grande pauvreté. Sa fille Assia témoigne :

« C'était difficile quand il n'était pas là. Comme elle était gentille, elle prenait beaucoup sur elle... C'était un peu le bouc émissaire. »

– Assia, fille de Fadila

Quand Fadila rejoint son mari à Bruxelles en 1986, elle passe d'un isolement à un autre : sans emploi, sans maîtrise du français, sans réseau social à construire. Mais progressivement, elle tisse des liens dans son quartier — avec d'autres mères, d'autres femmes dans des situations similaires — et y trouve une forme d'ancrage qui devient, avec les années, une ressource essentielle.

Ces deux trajectoires illustrent des dynamiques que d'autres femmes de l'enquête partagent partiellement, mais elles ne sauraient résumer à

elles seules l'ensemble des expériences rencontrées. Le contraste entre Bouchra — divorcée, active, engagée associativement — et Fadila — restée au foyer, avec un réseau essentiellement familial et de voisinage — est tout aussi révélateur que leurs points communs.



S'installer à Bruxelles : entre discriminations et solidarités

Le logement, premier terrain de la discrimination

Pour beaucoup de ces femmes, les premières années à Bruxelles sont marquées par une précarité résidentielle sévère — vécue depuis les espaces domestiques où elles passent le plus clair de leur temps, ce qui en fait une expérience spécifiquement féminine. Bouchra se souvient de la stratégie adoptée par son mari lors des visites de logement :

« Il faut pas te montrer, les gens ont peur de l'étranger. »

– Bouchra, 74 ans

Lorsqu'elle se montrait malgré tout, la réponse était invariablement la même : « C'est déjà loué. » La famille finit par obtenir un appartement insalubre, sans douche, avec de l'humidité et des rats. La famille de Fadila décrit des conditions similaires.

« On venait chaque week-end aux bains publics. Il y avait de l'humidité, des rats, mais on ne pouvait pas faire autrement. »

– Bouchra, 74 ans

Des solidarités informelles pour compenser l'absence de soutien public

Face à ces conditions, des formes d'entraide se sont organisées — souvent par nécessité plus que

par idéologie. La fille de Fadila raconte comment les familles du quartier se prêtaient de l'argent à tour de rôle pour permettre à chacune d'acheter un logement :

« Ils arrivaient à se prêter l'un à l'autre, et après c'était à tour de rôle. »

– Assia, fille de Fadila

Ce que certaines nomment aujourd'hui avec fierté « des valeurs d'entraide et de solidarité » ne doit pas faire oublier que cette économie morale communautaire était aussi une réponse à l'abandon institutionnel. Ces familles ont dû s'organiser seules, faute de politiques d'accueil adaptées.

Le racisme ordinaire du quotidien

Au-delà des discriminations dans l'accès au logement, les récits font apparaître un racisme quotidien, souvent implicite mais profondément ressenti. Bouchra raconte une scène vécue dans la salle d'attente d'une clinique, où une femme exprime sans retenue son soulagement face au départ temporaire des immigrés, avant de s'en prendre aux femmes voilées :

« Y'en a marre de ces gens, avec leurs foulards, et elles ne savent pas dépenser l'argent pour se faire belles, elles n'ont pas besoin d'aller chez le coiffeur. »

– Une voisine, rapportée par Bouchra

Bouchra choisit d'intervenir :

« Madame, faut pas être comme ça. Il faut connaître les gens avant de les juger. »

– Bouchra, 74 ans

D'autres femmes ont développé une stratégie inverse : le retrait. Fadila sortait peu, se cantonnait aux commerces du quartier. Sa fille résume : « La maison, et elle faisait les courses. » Cette autocensure n'est pas un manque de désir de

participation, mais une réponse construite face à l'expérience répétée du rejet.



Vieillir dans la ville : enracinement, vulnérabilité et émancipation

Aujourd'hui, ces femmes sont enracinées depuis trois à six décennies dans leurs quartiers. Elles y ont développé des formes d'appartenance au territoire qui constituent des ressources essentielles face au vieillissement. Pour celles qui ne parlent pas ou peu le français, les solidarités de voisinage représentent souvent le principal levier d'autonomie.

Des transitions biographiques qui redistribuent les cartes

Le passage à la fin d'activité — qu'il s'agisse d'une retraite professionnelle avec pension, d'un arrêt de travail, ou simplement de l'avancée en âge pour celles qui n'ont jamais exercé d'emploi rémunéré —, le décès du conjoint ou encore le fait de devenir grand-mère et d'endosser un nouveau rôle dans la famille : ces transitions marquent souvent des tournants importants dans les parcours. Elles peuvent raviver des sentiments d'isolement ou de perte de repères. Mais elles ouvrent aussi, pour certaines femmes, des espaces inédits de redéfinition de soi.

Bouchra, par exemple, a été contrainte d'arrêter de travailler en 2002 pour des raisons de santé. Loin de vivre cet arrêt comme un repli, elle s'est investie dans les associations de quartier, accompagnant d'autres femmes immigrées dans leur apprentissage du français :

« Je vais dans les associations, je rencontre d'autres personnes, j'échange. J'ai appris à des gens des choses à faire. Ils m'ont appris des choses que je ne

connaissais pas aussi. J'ai rencontré de belles personnes. »

– Bouchra, 74 ans

Pour Fadila, c'est après le décès de son mari que s'est progressivement opéré un repositionnement : libérée d'un rôle conjugal qui la confinait à l'espace domestique, elle a renforcé ses liens de voisinage et pris davantage de place dans les espaces collectifs du quartier. Pour d'autres femmes de l'enquête, ce moment a pris la forme d'une implication associative, d'une relation plus affirmée avec les petits-enfants, ou encore d'un apprentissage du français entamé à 60 ans passés — après des années où les discriminations subies avaient rendu l'accès aux cours difficile ou décourageant.

La notion de « déprise »

Développée par le sociologue Vincent Caradec, la notion de déprise désigne les processus d'ajustement, de renoncement et de redéfinition de soi que traversent les personnes âgées face aux épreuves du vieillissement.

La déprise n'est pas un simple retrait passif : c'est une reconfiguration active du rapport à soi et au monde. Pour les femmes rencontrées dans cette enquête, elle prend des formes très concrètes selon les contextes — veuvage, divorce, discriminations répétées : rejoindre une association après avoir élevé seule ses enfants, renouer des liens de voisinage après la perte du conjoint, revendiquer davantage d'espace personnel au sein de la famille, ou encore s'engager dans l'apprentissage du français.

Ces formes de réappropriation de soi sont d'autant plus significatives qu'elles se déploient dans un contexte de dominations croisées — normes patriarcales, racisme, précarité — qui ont longtemps limité les marges de manœuvre de ces femmes.

La gentrification fragilise les ancrages

Ces réseaux de proximité sur lesquels repose l'autonomie de beaucoup de ces femmes sont

aujourd'hui fragilisés par la transformation de leurs quartiers. La gentrification — montée des loyers, arrivée de populations plus aisées, fermeture de commerces de proximité, départ des voisines de longue date — modifie profondément les dynamiques locales. Certaines femmes éprouvent un sentiment de déterritorialisation face à un quartier qu'elles ne reconnaissent plus. Pour celles dont l'autonomie repose presque entièrement sur la proximité relationnelle, ces transformations menacent directement les conditions de leur vieillissement.

Ce que cela nous dit de nos pratiques

Ces récits mettent au jour une réalité que les données d'enquête confirment : ces femmes ne sont pas absentes des dispositifs d'accompagnement par désintérêt ou par choix. Elles en sont exclues par des obstacles à la fois structurels et symboliques — méfiance envers des institutions qui ne les ont jamais reconnues,

barrière linguistique, méconnaissance de leurs droits, mais aussi, du côté des professionnel·le·s des services sociaux, méconnaissance de leurs réalités et de leurs ressources.

Cette invisibilisation institutionnelle reflète des logiques plus profondes : dans une société qui hiérarchise les savoirs, la parole d'une femme âgée, racisée, peu scolarisée est rarement traitée comme une source de savoir légitime. Et pourtant, ces femmes sont détentrices d'une connaissance fine des quartiers populaires, du lien social, des dynamiques migratoires et du vieillissement — une connaissance que les pratiques des professionnel·le·s du social gagneraient à reconnaître et à mobiliser.

Une approche critique consisterait à déplacer le regard : considérer ces femmes non plus comme un « public cible » passif, mais comme détentrices d'un savoir situé sur le vieillissement, la migration et le lien social, capable d'enrichir les pratiques professionnelles.

Pistes de réflexion	Pistes d'action
Dans nos pratiques professionnelles ou associatives, quelles sont les femmes que nous ne voyons pas ? Pourquoi ?	→ Aller vers plutôt qu'attendre : développer des permanences de proximité dans les associations de quartier, en lien avec les femmes déjà actives dans ces espaces.
Comment nos dispositifs sont-ils pensés pour accueillir des personnes qui ne parlent pas la langue et ont une longue expérience du rejet institutionnel ?	→ Proposer des cours de FLE dans lesquels les participantes sont indemnisées pour leur présence — avec garde d'enfants et frais de transport couverts — sur le modèle des formations professionnelles rémunérées.

Pistes de réflexion	Pistes d'action
Quelles formes de savoirs reconnaissons-nous comme légitimes ? La parole d'une femme âgée peu scolarisée est-elle entendue de la même façon que celle d'un expert ?	→ Soutenir les associations portées par les femmes immigrées elles-mêmes (alphabétisation, apprentissage des langues, cuisines collectives, solidarités lors des fêtes religieuses, entraide au Ramadan...), en reconnaissant leur rôle dans le tissu social. → Former les professionnel-le-s des services sociaux à l'intersectionnalité et aux effets du racisme sur la santé et l'accès aux droits, pour dépasser les approches universalistes inadaptées.
Comment nos quartiers changent-ils, et qui en paie le prix ?	→ Associer ces femmes à la conception des dispositifs qui les concernent, en reconnaissant leur expertise de la vie de quartier. → Intégrer les effets de la gentrification dans les politiques de vieillissement.



En guise de conclusion : des présences réinventées

Les trajectoires de Fadila, Bouchra et des autres femmes de cette enquête montrent que le vieillissement n'est jamais une expérience neutre — il est traversé par l'ensemble des rapports sociaux qui ont marqué une vie entière. Sans généraliser leurs parcours à l'ensemble des femmes d'origine maghrébine, ces récits situés éclairent des dynamiques que d'autres recherches confirment : la cumulation des fragilités liées au genre, aux normes patriarcales, à l'âge et à l'origine migratoire — et, en même temps, des formes de résilience, d'adaptation et de présence dans la cité que l'intervention sociale peine encore à reconnaître.

Reconnaître cela, c'est déjà un acte politique. C'est refuser que ces femmes continuent de vieillir dans l'invisibilité. C'est poser les bases

d'une intervention sociale qui ne se contente pas de gérer des besoins, mais qui reconnaît des personnes, des histoires et des savoirs.

Qu'elles aient eu une carrière professionnelle ou qu'elles n'aient jamais exercé d'emploi rémunéré, ces femmes révèlent une présence réinventée — construite dans l'interaction avec le quartier, les proches, les réseaux associatifs, et marquée par un engagement réel dans la cité. Une présence qui pourrait inspirer des pratiques professionnelles plus attentives, plus critiques, et finalement plus justes.

Pour aller plus loin

Retrouvez le texte de Morgane Devries dont est tirée cette adaptation dans : *Exil et intervention sociale. Face aux dominations croisées. Pratiques critiques, Race, Colonialité et usages sociaux de l'islam*, préface de Lilyane Rachédi, postface de Rachid Benbih, Éditions L'Harmattan, Paris.

Analyse éditée par Christina Cerfontaine.